



Le couperet est tombé. Après avoir investi des centaines de millions d'euros depuis 2007, l'Etat a décidé d'arrêter purement et simplement le projet Opérateur National de Paye (ONP).

L'ONP devait gérer les fiches de paye de 2,5 millions d'agents de l'Etat à partir de 2017.

L'essentiel de ses objectifs va être abandonné: il n'y aura pas d'"Opérateur National de Paye" commun à tous les ministères. Chacun conservera son propre système informatique de gestion des ressources humaines et seuls quelques travaux de "modernisation" de la chaîne de paye seront poursuivis.

### **Un héritage des années Sarkozy**

La création du "super calculateur" ONP a été décidée en mai 2007 sous Nicolas Sarkozy.

Objectif: réaliser 190 millions d'euros d'économies par an une fois le chantier bouclé, notamment en supprimant 3800 postes affectés à la gestion de la paye dans les différents ministères. Sauf qu'il s'est heurté à la dure réalité: retards, explosion des coûts au fil des ans... Mettre en oeuvre les opérations s'est avéré beaucoup plus difficile que prévu.

Le gouvernement Ayrault a donc décidé de se débarrasser purement et simplement de cet héritage embarrassant, renonçant en même temps aux économies espérées.

### **Le précédent Louvois**

L'exemple de Louvois, un autre logiciel de paye cette fois destiné aux seuls militaires et abandonné à l'automne 2013, a probablement pesé à l'heure du choix. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian avait été contraint d'enterrer ce système face à un "désastre" (salaires non-versés, trop perçus, retards...).

L'échec de ces deux super-logiciels souligne l'ampleur de la tâche quand il s'agit de moderniser l'action publique.

Quant au système de comptabilité publique Chorus, toujours utilisé, il a coûté au total 1 milliard d'euros, soit deux fois plus que prévu.